

Le meeting salle Wagram, INTERDIT!

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 23 DECEMBRE 1954

Cinquante-sixième année. — N° 410
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
RÉDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10°)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 n° : 1.000 fr.
26 n° : 500 fr. : 13 n° : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 n° : 1.250 fr.
26 n° : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Un message
de Messali
HADJ

La lutte contre les accords de Londres

MENDÈS-FRANCE s'est donc trouvé en minorité à l'occasion du budget des États Associés et il lui a fallu poser la question de confiance. Il en est sorti, naturellement... Car la bourgeoisie ne peut aussi légèrement congédier son seul grand homme capable de reculer la chute du régime. Il faudrait qu'elle ait oublié bien vite de quels mauvais pas Mendès l'a tiré et quelles noires

échances sont encore attendues. Les accords de Londres en premier lieu. La division des gaullistes exprime bien cette inquiétude de la classe dirigeante, tentée de retourner aux facilités de l'époque Pinay mais apeurée devant les difficultés qu'elle rencontre.

Le M.R.P. également a dû trembler d'avoir risqué la vie du cabinet Mendès-France. Car s'il veut sa

chute, ce n'est sans doute pas avant le débat sur les accords de Londres.

Ces accords de Londres qui ont pour but de réaliser la C.E.D. nouvelle formule que nous annonçons alors que la plupart des anti-C.E.D. Distes officiels pavisaient — y compris le P.C.F. — après le rejet du projet de C.E.D. proprement dite en septembre.

Ces accords la campagne stupide et chauvine du P.C.F. ne peut les faire reculer, pas plus que ne peut le faire la dénonciation spectaculaire du Pacte France-U.R.S.S. dont personne ne parlait plus. Il est démontré une fois de plus que le seul moyen de lutter contre les Pactes militaires et les Réarmements, c'est la lutte sur le plan ouvrier, la lutte qui prend les gouvernements à la gorge.

Condamner les accords de Londres tout en faisant des sourires à Mendès (l'écoute des radios du bloc russe est significative), après avoir voté son investiture et applaudi à l'armistice de Genève, c'est faire la politique de Gribouille et c'est la politique présente du P.C.F. dont se moque Mendès-France.

Il reste un combat à mener. Et même si les accords sont ratifiés à l'Assemblée, nous ne cesserons de lutter : de nouvelles flambées revendicatives, la mise en difficulté de tous les gouvernements, Mendès ou autres, peuvent contraindre les militarismes à l'impuissance. La lutte concrète contre les accords de Londres se poursuivra demain en un combat acharné contre leur mise en application. Cette lutte n'a rien à voir avec les alliances P.C.F.-de Gaulle ou avec les pleurnicheries sur « la Patrie en danger » ; elle est la lutte des travailleurs contre les exploités.

LIB

Répression en Egypte

RIEN de précis n'est encore sorti de l'enquête menée à la suite de l'attentat contre le colonel Abdel Nasser. Jamais tentative d'assassinat contre un chef de gouvernement ne fut entourée de plus de mystère. Mais ce qui est clair, c'est le prétexte que la dictature militaire a trouvé dans cet attentat pour déclencher une répression brutale contre tous les opposants.

Les « Frères Musulmans » sont les premiers visés : leur association est dissoute, leurs biens (plusieurs millions de livres) sont confisqués, leurs 200 centres occupés par le « Rassemblement de la Libération », le parti gouvernemental. Salah Salem a déclaré que Azzam Pacha (ex-secrétaire de la Ligue Arabe) était compromis dans le complot. Enfin, le chef des terroristes des « Frères Musulmans » serait, toujours d'après le ministre de la propagande, Salah Salem, un des fondateurs du mouvement des « Officiers Libres » avec Abdel Nasser : le colonel Abdel Raouf.

Il est certain que les troubles intérieurs du régime, les luttes de clans entre les dirigeants expriment des divergences quant aux mesures à prendre, mais pour assurer une même politique.

En effet, la dictature militaire actuelle dont l'avènement pouvait représenter une sorte de révolution au profit de la petite bourgeoisie, a rapidement prouvé son impuissance : la pression des impérialismes et des puissances féodales d'une part, la pression des masses de l'autre lui imposent un choix, il n'y a pas de solution intermédiaire. Or, de par sa composition et son cadre structurel gouvernemental, la révolution des officiers devait se dresser contre les véritables revendications populaires. Il ne lui restait plus qu'à se retrancher vers le conservatisme et la réaction, avec l'appui d'un impérialisme.

Rappelons rapidement à ce sujet l'évolution de la politique égyptienne au cours de ces derniers mois.

La vérité sur l'accord anglo-égyptien

EN juillet dernier, les dirigeants égyptiens ont célébré l'accord signé avec l'Angleterre sur le canal de Suez. Mais après une journée de « réjouissances officielles », ils prenaient des mesures de police pour que les manifestations prennent fin. La foule ne manifestait peut-être pas seulement dans le sens voulu par les dirigeants.

C'est que, à leur arrivée au pouvoir, Gamal Abdel Nasser et ses compagnons avaient promis de libérer l'Egypte de la présence anglaise. Or, ils viennent de conclure un traité qui (malgré le retrait des troupes anglaises de Suez) laisse intact l'empire stratégique et économique de l'impérialisme anglais sur la vallée du Nil.

P. PHILIPPE.

(Suite page 2, col. 3.)

Précisions concernant le mécanisme d'augmentation de l'indemnité parlementaire

La Constitution de 1946 déclare : « Les membres du Parlement perçoivent une indemnité fixée par référence au traitement d'une catégorie de fonctionnaires. » Une loi votée par l'Assemblée Nationale a fixé comme traitement de référence celui des Conseillers d'Etat.

Ce sont les fonctionnaires les plus payés de France.

Ainsi toute augmentation de traitement des Conseillers d'Etat se répercute automatiquement sur les Parlementaires.

Une loi (ou décret-loi) peut donc modifier l'assimilation des parlementaires aux Conseillers d'Etat, donc changer la valeur de l'indemnité. Comme Laniel, Mendès-France s'en garde bien.

Autre scandale : les Conseillers d'Etat (comme les membres de la Cour des Comptes) sont les plus hauts fonctionnaires parasites de l'Etat. Ce sont des serviteurs fidèles de la classe au pouvoir, chargés de justifier « juridiquement » tout ce qui se fait. Or on ne parle jamais des lois et sur les comptes, ils sont les plus puissants soutiens du gouvernement et de l'Etat.

L'assimilation des parlementaires aux Conseillers d'Etat d'après la loi votée par les députés et sénateurs est le vrai scandale. C'est le « truc » pour esquiver toute responsabilité (ce dont personne ne parle), exactement comme pour les décrets-lois interdits par la constitution.

Ces pleins pouvoirs (dictatoriaux) ont été votés à Mendès-France en particulier.

(Suite page 2, col. 2.)

LES HOMMES DE CONFIANCE DE PIERRE MENDES-FRANCE

Morazé

Dans la dernière circulaire du ministère de l'Industrie et du Commerce destinée à tenir les fonctionnaires au courant des mouvements ministériels, on apprend la nomination de M. Morazé comme « chargé de mission en Tunisie et au Maroc ».

Le choix de cet individu, considéré par tous ceux qui le connaissent comme le type parfait du cynisme et de l'arriériste inhumain, est le meilleur signe des véritables intentions de l'actuel gouvernement.

MESSAGE DES G.A.A.P.

Au Comité National de la F.C.L.
Secrétariat aux Relations Internationales.
PARIS

Chers camarades,

Le C.N. des G.A.A.P. (1) (Section Italienne de l'I.C.L.) vous fait part de l'entière solidarité de son organisation dans votre lutte contre la répression colonialiste, chez les G.A.A.P., amis et sympathisants, et que les mesures policières subies par la F.C.L. ; il vous fait part qu'il a été lancé en Italie une souscription en faveur du Comité de Lutte contre la répression colonialiste, chez les G.A.A.P., amis et sympathisants, et que, à travers notre presse est donné le maximum de publicité aux faits d'Algérie et à l'action que vous conduisez en faveur des peuples opprimés d'Afrique du Nord.

Nous vous prions de transmettre aux camarades du M.L.N.A. notre fraternel salut et notre entière solidarité.

Pour le C.N., VINAZZA.

(1) Groupes anarchistes d'Action Proletarienne (Italie).

L'INTERDICTION DU MEETING

La bourgeoisie a peur de la solidarité ouvrière aux résistants Nord-africains.

Le Mitterrand avait bien fait les choses. Des sept heures du soir, les cars de flics commencent à circuler aux alentours de Wagram et à s'entasser par dizaines dans toutes les rues adjacentes. Cependant, aucune notification n'avait été fournie aux responsables du meeting, leur annonçant son interdiction. C'est devant les grilles, à 8 heures, que les flics l'annoncent.

Une décision fut immédiatement prise : rassembler le plus grand nombre possible de camarades dans le hall de la salle Pleyel.

À 9 heures plus de 200 personnes étaient rassemblées dans ce lieu. Un camarade expliqua brièvement que le meeting était interdit, qu'il fallait se préparer tous à des actions de plus grande envergure et que le gouvernement se trompait lourdement s'il pensait nous intimider avec ses étalages policiers. Les camarades se dispersèrent ensuite, peu à peu.

Une délégation des organisateurs du meeting se rendit alors au ministère de l'Intérieur pour protester contre la mesure d'interdiction et ne fut pas reçue. Un télégramme a été alors adressé à Mitterrand dont voici le texte :

« Elevez vite protestation contre interdiction meeting salle Wagram organisé par Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste au mépris des libertés démocratiques élémentaires, bafouées en Algérie et aussi à Paris. »

Cependant, un groupe de la F.C.L. décida de rester. Comme il remonta l'avenue de Wagram, les flics se précipitèrent et, prenant comme prétexte que les camarades ne marchaient pas assez vite, ils se jetèrent sur trois militants avec une brutalité inouïe (ils agrippèrent la secrétaire du groupe d'Alfortville par les cheveux !) et les conduisirent au poste.

Cette interdiction a été la preuve de ce que nous affirmions. La bourgeoisie a peur, peur de la solidarité ouvrière qui se développe en faveur de la lutte du peuple d'Afrique du Nord.

Et quel qu'un qui a peur est prêt à reculer !

Nous pouvons faire cesser les assassinats et les destructions en Algérie et ailleurs.

Nous pouvons rendre impossible un nouveau massacre comme celui de 1945.

Pour ceci, il faut répondre en masse à tous les appels, à toutes les actions lancées par le Comité de lutte national et les comités locaux. Il faut multiplier ces comités locaux.

La Victoire est à nous si nous unissons nos bras !

Ne laissons pas l'odieuse répression s'étendre en Algérie

L'armée, la police et la « justice » sont en train de commettre en Algérie des milliers de crimes. Il est encore temps d'arrêter les mains criminelles. Il faut faire vite !

REPRESSION :

La répression s'étend sur l'Aurès. Des milliers de prisonniers innocents arrivent par camion à Batna et là, on ne sait plus où les mettre. La piscine, le cen-

ANDRÉ MARTY

Le Comité de Lutte contre la Répression Colonialiste ayant demandé à André Marty de prendre part à ses activités, A. Marty empêché par l'instant apporte toutefois au Comité l'assurance de son appui et affirme dans une lettre du 18 décembre que sa déclaration à la F.C.L., au lendemain des poursuites contre le Libéraire, contient toute sa

pensée. A ce sujet, avec l'accord de A. Marty, nous publions ci-dessous la lettre officielle qu'il nous adressa alors, le texte que nous avons publié dans le Libéraire n° 408 étant une note de confirmation.

Nous soulignons ici que cette lettre est le premier document publié par A. Marty depuis le 2-9-52.

Paris, le 22 novembre 1954

M. Donnet,

145, quai de Valmy Paris (10°)

Camarade,

En réponse à votre lettre du 14 novembre (1) je vous apporte ma solidarité totale à la suite de la saisie du « Libéraire » du 11 novembre par le gouvernement de Mendès-France et des poursuites qu'il a ordonnées à votre égard pour sa campagne anticolonialiste.

Je suis certain d'être ainsi fidèle à toute la tradition du mouvement ouvrier français : toute répression contre un journal ou une organisation ouvrière frappe ensuite les autres s'ils laissent faire. C'est ainsi qu'Hitler a pu établir sa dictature en Allemagne. C'est ainsi que Pétain a pu établir la sienne en France parce qu'on a laissé faire le gouvernement Daladier-Bonnet.

En ce qui concerne la « rencontre entre les représentants de toutes les organisations anticolonialistes », mon état de santé ne me permet pas d'y participer. Mais je vous assure de ma solidarité contre la répression colonialiste : c'est également une tradition de toujours du mouvement ouvrier français, bien marquée entre autres par les campagnes que menaient avant la première guerre mondiale la C.G.T. avec Pelloutier, Griffuelhes, Yvetot, Richetta, etc., et les partis ouvriers avec Guesde, Lafargue, Jaurès, etc.

Recevez, Camarade, mon salut révolutionnaire.

André MARTY. Député de Paris.

(1) Lettre-circulaire pour une première rencontre en vue du Comité de lutte contre la Répression Colonialiste.

Un message de Messali Hadj, parvenu à Daniel Guérin, devait être lu au meeting. Nous le publions ci-dessous. Nous apprenons que depuis ce message et les communications téléphoniques entre Messali Hadj et Daniel Guérin, les conditions de détention du leader algérien ont été renforcées et que la police lui a interdit de quitter sa chambre.

CHERS CAMARADES

Mon ami Daniel Guérin m'a fait part de la tenue de ce meeting auquel vont assister les ouvriers de la région parisienne, pour protester contre la répression qui fait rage en Algérie.

Il y a quelques jours j'ai appris par la voie de la presse que le journal le « Libéraire » avait été saisi pour avoir dénoncé la répression et la gravité de la situation en Algérie. En plus l'article 80 a été appliqué aux dirigeants de ce journal.

Tout d'abord, je tiens à me solidariser avec tous les camarades ainsi qu'avec leur journal, qui ont fait l'objet d'inculpations en vertu de ce dernier article du code pénal. Nous sommes à vos côtés pour flétrir le colonialisme qui fait tant de victimes dans cette fameuse Union Française. Je crois de mon devoir de vous envoyer le présent message pour saluer le meeting et lui souhaiter un grand succès.

Le prolétariat parisien doit savoir qu'avant les événements du 1^{er} novembre l'Algérie, comme l'Afrique du Nord tout entière, était soumise à un véritable régime de camp de concentration. Le « calme » que la presse et les discours officiels se plaisaient à mettre en relief était précisément ce calme qui règne dans les prisons et qui très souvent annonce des explosions et des mutineries.

Voici trente ans que nous avons dénoncé cette situation, sans trouver auprès de tous les gouvernements qui se sont succédé jusqu'à présent la moindre compréhension et la moindre prise en considération de nos protestations. Bien au contraire, nous avons été bien souvent jetés dans des prisons et envoyés en résidence forcée pour avoir osé défendre un peuple qui gémissait sous un régime d'exploitation à outrance et de grande misère.

Depuis 1934 jusqu'à nos jours le peuple Algérien ne connaît que dissolutions, perquisitions, arrestations et incarcérations. Cette forme de répression s'est développée et a revêtu par la suite des méthodes nouvelles. Celles-ci consistent à étendre la répression sur le plan économique, politique, social et culturel. Des lois ont été votées pour empêcher le peuple algérien de s'émanciper.

Il y a des villages dans l'Algérie où les militants du M.T.L.D. sont torturés pendant plusieurs jours avant d'être envoyés en prison. Moulay Merbach, secrétaire général du M.T.L.D. a été arrêté le 1^{er} novembre 1954 et est resté pendant toute une semaine entre les mains de la police, au cours de laquelle il a été passé au régime de la bagnioire, de l'électricité et de la bastonnade. Son avocat M. René Stibbe a protesté plusieurs fois auprès de la Justice contre son maintien dans cette maison d'aveux spontanés, chose contraire à la loi.

Le cas de Moulay-Merbach n'est malheureusement pas le seul car il y a actuellement des centaines de militants qui subissent le même sort. Ce n'est là qu'un aspect de la répression car il y a aussi les descentes de police à l'importe quelle heure de la nuit ou de la journée qui sont en réalité des expéditions punitives. Il y a également les ratissages avec tout le cortège de misères qu'ils comportent.

C'est dire que depuis le 1^{er} novembre le peuple Algérien est soumis à une nouvelle épreuve qui ne cède en rien à celle du 8 mai 1945.

C'est pourquoi le meeting d'aujourd'hui organisé par le prolétariat français a une importance considérable, parce qu'il marque sa solidarité au peuple

(Suite page 2, col. 3.)

Les « Intellectuels » et les changements de gouvernement

Les changements de gouvernement ont ceci de bon qu'ils donnent occasion à certains êtres très bas de révéler leur nature. Ainsi quiconque tient à ne pas avoir de déshonorantes fréquentations peut éliminer. Ceci est particulièrement vrai du petit univers des « intellectuels ».

Sans les changements de « ligne », en Russie, saurait-on quoi est Ehrenbourg, quel homme par contre est Boris Pasternak ? Sans Vichy, le gaullisme, puis la suite, aurait-on pu constater que Sartre ne prend part que pour ceux qu'il préjuge les plus forts, qu'il court au vainqueur successif ?

Le passage du gouvernement Laniel au gouvernement suprématique Mendès-Mitterrand a mis en transe tout ce que le monde des « intellectuels » et des « artistes » compte d'arriéristes, d'impitoyables, d'aigres, de faiseurs, de rapaces. Le cas de Brassens, douloureux pour nous, est à multiplier par cent. Les professionnels du non-conformisme se sont démasqués amoureux du pouvoir ; le « Canard enchaîné » s'est mis à la disposition du flic Mitterrand.

Nous connaissons très bien les collaborateurs de « l'Express » et de « l'Observateur ». Nous n'aurons pas le cœur de nous moquer d'eux, les choses ayant tourné amèrement pour eux (et d'ailleurs nous distinguons les hommes sincères de « l'Observateur », Stéphane mais à part, des piaffants arrivistes de « l'Express »). Quelle leçon ! Au fur et à mesure que (à l'Est comme à l'Ouest) le régime, assez exactement nommé capitaliste, devient frénétique en ses spasmes de moribond, on dirait qu'il suscite chez les faibles une folie de puissance à l'importance quel prix. Il suffit que tel ou tel, plus impudent, se présente comme étant plus « à gauche » (selon le jargon en cours dans la société bourgeoise), et voilà mille « intellectuels » se ruant vers les places à prendre.

Armand ROBIN.

(Suite page 2, col. 5.)

Le Parti Socialiste appelle à la répression

Voici la résolution du Comité Directeur de la S.F.I.O. après une discussion sur l'Indochine :

« Insiste auprès du gouvernement pour que soit définie, en accord avec nos alliés et pour l'ensemble de l'Indochine, une politique claire tendant, notamment, dans le plein respect des accords de Genève, à sauvegarder les intérêts culturels et économiques français. »

« Demande que le corps expéditionnaire soit mis à l'abri de toute

aventure et que la plus grande part en soit transférée progressivement dans la métropole et dans les régions de l'Union française où sa présence serait, aujourd'hui, plus utile qu'en Indochine. »

Ainsi, envoyons les Paras, la Légion et le reste en Afrique du Nord où ils pourront continuer à tuer alors qu'en Indochine ils ne le peuvent plus pour l'instant !

Il est vrai que la S.F.I.O. n'avait même plus besoin de se déshonorer.

Le chômage des plus de 50 ans

la semaine d'agitation se transforme
en une grève revendicative lors du
vote du budget.

Les postiers réclament l'augmentation des heures de nuit de 30 à 60 fr. ; augmentation des frais de voyage des ambulants ; l'allègement du service de tri et l'ambauche de personnel.

Quand on pense à la dernière revalorisation des traitements des petites catégories des P.T.T. qui est une lamentable comédie ; quand on voit que

Mais que les postiers se méfient des bureaucratiques syndicales et, à l'exemple des dockers anglais, qu'ils consentent et nomment leurs délégués, en un mot qu'ils se rendent maîtres de leur grève.

Donc, nous remarquons, en cette fin d'année 1954, sur le plan national et même international, que les travailleurs se remuent, entament de nombreux mouvements de grève ; et il n'est peut-être pas loin le moment

Manifestation de mécontentement chez les agriculteurs

800 agriculteurs se sont réunis à Marennes-le-Grand (Saône-et-Loire) à l'appel de la Fédération des exploitants agricoles et ont réclamé une

La grève du lait dans 12 départements du Sud-Ouest a été suivie à l'unanimité pendant 24 heures. Quelques incidents ont été signalés dans

Si aucune décision n'est prise par le gouvernement pour satisfaire les revendications des producteurs, la C.G.A. grondeuse envisage un ordre de grève générale pour une durée de plusieurs jours. Dans les Hautes-Alpes, les producteurs de lait prévoient pas.

la grève des impôts si le gouverne-
ment ne prend pas certaines mesures
urgentes.

M. MULOT.

ON EN

Et, bien entendu, l'Angleterre et les U.S.A. ont modifié leur attitude vis-à-vis des « officiers libres ». A la politique d'attentisme et de prudente expectative a succédé une politique de soutien.

Contre la

(Suite de la première page.)

malfaiteurs », 5 ans de prison, 5 ans d'interdiction de séjour, 100 millions de francs d'amende.

ans à M. Messaoud Regmia ; pour « détention de fusil de chasse », 2 mois à M. Abdelkader Regmia ; pour « détention de fusil de chasse », 3 ans à Tahar ben Messaoud ; pour « détention de 100 gr. de dynamite », 3 ans de prison à M. Ali Mohala.

En une seule journée, 10 paysans ont été condamnés à 66 années de prison et 60 années d'interdiction de séjour, alors qu'on n'a rien pu prouver, d'une manière certaine, contre eux. Les dénonciations étaient la plupart du temps anonymes ! Le même jour, 28 prévenus sur 30 n'étaient pas assistés d'avocats.

DESTRUCTION :

Les milieux officiels annoncent que le plupart des « goulags » ou premiers

Ces « greniers » servent d'entrepôt pour les vivres de la population de l'Au-

res. Le prétexte invoqué pour de telles destructions est que ces réserves sont utilisées par les groupes armés. Mais

Messali Hadj

première page

e le peuple de Paris n'oublie pas ses la Méditerranée.

du prolétariat français marquera une rapports qui existent entre l'émigra-

tous les moyens à brouiller les cartes et nous isoler les uns des autres. Il faut la presse se sont appliqués à créer le travailleurs français et des Nord-Afri- rumeurs de fer autour de l'émigra-

... tromper l'opinion et encore bien moins les travailleurs algériens dans le compte de plus en plus de la misère dans

[illegible]

pressant au peuple français pour qu'il
algérien qui veut vivre libre.
un côté comme de l'autre de la Médi-
té et de solidarité entre les hommes et

Sables-d'Olonne, 18 décembre 1954.

MESSALI HADJ,
Proscrit Politique.

être inférieure au salaire minimum garanti.

Nous ne devons plus permettre que l'augmentation de la production se traduise par la misère et le désespoir de ceux qui furent ses meilleurs artisans.

L. ESTEVE.

Les flics chrétiens veulent des têtes

Le syndicat C.F.T.C. de la police parisienne ému (pauvres agneaux policiers!) de ce que Portail n'ait pas été condamné à mort réclame que l'article 296 du code pénal soit complété ainsi :

« En outre, tout meurtre commis sur un agent de l'ordre public dans l'exercice de ses fonctions, est réputé avoir été commis en tout état de cause, vo-

lontainement, avec préméditation ou guet-apens. Ce meurtre est obligatoirement qualifié assassinat et son auteur ne peut en aucun cas invoquer la légitime défense, ni bénéficier d'aucune circonstance atténuante. »

Il ne suffit plus à ces pauvres « victimes du devoir » de matraquer, de tabasser à l'image de cet ancien séminariste devenu flic cognant sur des curés ouvriers manifestant contre la guerre, de se mêler à la justice pour avoir une tête à tout prix, telle celle

de Dominici, de descendre des Nord-Africains ou des colleurs d'affiches, ou même des hommes dits "serrano".

(Suite de la première page)

C'est sur les demandes répétées du l'ex-Roi Farouk s'empresse d'envoyer une lettre de félicitations à Winston Churchill.

vernement qui a paraphé l'accord. Anglais et Américains voient maintenant dans le régime de Nasser le seul rem-

dans une manifestation, la société bourgeoise s'en lout. Mais qu'un zèle secrétaire y de cette société reçoive le

juste retour des choses, quel crime !
Les matraqueurs, fussent-ils syndi-
qués, sont pour nous des larbins de
nos exploités. Chassons les flics de
nos confédérations syndicales.

P. MORAIN.

(Suite de la première page.)

malheureux » 5 ans de prison, 5 ans

ce n'est qu'un prétexte fallacieux ! Des tonnes de vivres sont détruites, des vi-

Après la Tunisie et le Maroc, voici donc l'Algérie entière aux prises avec

une affreuse répression. Les Algériens font une dure expérience. S'ils étaient assurés du soutien du prolétariat français, cette expérience serait moins dure et la réussite serait plus sûre.

Le prolétariat conscient tunisien vient encore d'agir magnifiquement en don-

reste sous contrôle britannique; la base est inspectée par des experts britanniques et des compagnies privées anglaises

Le retrait des forces de répression
et du contingent d'Afrique du Nord
**NOUS NE VOULONS PAS QUE NOS
FILS TUENT OU SOIENT TUÉS**

Ainsi la main-mise étrangère subsiste en Egypte avec la bénédiction des officiers libéraux.

A verser

Suite de la première page

trahison

Les syndicats « doivent avoir

Aussi le colonialisme ne peut plus tromper l'opinion et encore bien moins

Cela commande au Gouvernement d'adopter vis-à-vis du syndicalisme libre une autre attitude que celle qu'il a observé,

l'Algérie sont la propriété des gros terriens. Par ailleurs toute l'administration, les Assemblées Algériennes sont des instruments de colonisation.

Le LIBERTAIRE P.T.T.

Fait ce jour aux Sables-d'Olonne, 18 décembre 1954.

MESSALI HADJ,
Procureur Politique

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant

6 mois 250 fr.
1 an 500 fr.

C.C.P. : R. JOULIN, Paris 5561-76